Stop à l'enfumage, la colère est immense !!!

Face aux mobilisations massives et déterminées de ces dernières semaines, le gouvernement a tenté un subterfuge dont il a le secret. La « conférence sociale », sortie in extrémiste du chapeau, vise la division et tente d'éteindre un mouvement massif.

Le président Macron et son premier ministre poursuivent la casse de nos services publiques, de notre Sécu, l'abandon de nos écoles, la promotion de leur économie de guerre, … tout en faisant la courte échelle à l'extrême droite.
La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former, construire leur avenir et dans des conditions dignes. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à pouvoir s'exprimer, se mobiliser, à manifester et à se réunir librement et en sécurité.

Après le succès de la journée de grève et de manifestation du 05 novembre, les organisations syndicales appellent l'ensemble des salariés.e.s du public comme du privé, des jeunes et des retraités.e.s, à **faire grève et manifester le mardi 17 novembre 2026.**

Nous demandons :

- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA…)
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés
- Le rejet du projet de budget du gouvernement LECORNU : non aux 54 milliards € de coupes budgétaires programmées dans nos services publics, notre sécurité sociale
- L'augmentation des moyens pour nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales.

Soyons au rendez-vous le mardi 17 novembre 2026 à 10H00, Place de la Liberté à Tours

St-Avertin, le 12 :11 :2026 – Ne pas jeter sur la voie publique